



ARRETE n° 65-2018-10-18-006

PRÉFÈTE DES HAUTES-PYRÉNÉES

Service de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial  
Pôle environnement et procédures publiques

**INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA  
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral modifiant l'arrêté préfectoral  
d'autorisation du 19 mai 2016, autorisant la  
SAS « CARRIERES PLO » à exploiter une carrière  
de marbre au lieu-dit « Hayau »,  
commune d'ILHET**

**La Préfète des Hautes-Pyrénées  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement et notamment les articles R-181-45 et 46 ;
- Vu** l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 mai 2016, autorisant la S.A.S CARRIERES PLO à exploiter une carrière de marbre au lieu-dit « Hayau » sur la commune d'ILHET ;
- Vu** la demande, avec pièces à l'appui, présentée le 5 mars 2018, complétée le 31 mai, le 18 juin et en dernier lieu le 22 juin 2018 par laquelle la S.A.S CARRIERES PLO, sollicite l'autorisation de modifier les conditions d'exploitation de la carrière autorisée par l'arrêté préfectoral du 19 mai 2016 ;
- Vu** le rapport du CEREMA en date du 03 août 2018 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées n°201865306 du 14/09/18 ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications ne remettent en cause ni le contenu du dossier initial, ni les conditions d'exploitation ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications apportées sur la remise en état ne concernent que des modifications de largeurs de banquettes nécessaires pour garantir la stabilité à court et long terme de la zone d'exploitation ;

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable en date du 31/05/18 du maire de la commune d'Ilhet sur les nouvelles conditions de remise en état du site ;

*Pour les horaires d'accueil des services de la préfecture consultez le site internet <http://www.hautes-pyrenees.gouv.fr>*

PREFECTURE - PLACE CHARLES DE GAULLE - CS 61350 - 65013 TARBES CEDEX 9 - Tél : 05 62 56 65 65 - TÉLÉCOPIÉ : 05 62 51 20 10

courriel : [prefecture@hautes-pyrenees.gouv.fr](mailto:prefecture@hautes-pyrenees.gouv.fr) - Site Internet : [www.hautes-pyrenees.gouv.fr](http://www.hautes-pyrenees.gouv.fr)

**CONSIDÉRANT** que les conclusions du CEREMA sur l'étude géotechnique produite indique que *« la configuration géométrique de l'exploitation proposée semble satisfaisante en termes de stabilité à court ou long terme »*

**CONSIDÉRANT** que les modifications apportées ne sont pas substantielles au sens de l'article R181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la nature et l'ampleur des modifications apportées ne rendent pas nécessaire les consultations prévues au second alinéa du II de l'article R181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le projet d'arrêté préfectoral définitif statuant sur la demande susvisée a été communiqué au pétitionnaire par courriel en date du 05/09/18 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant, par courriel en date du 05/09/18, a déclaré ne pas avoir de remarques à formuler sur le présent arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

L'annexe 2 intitulée « plan de phase » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°65-2016-02-10-005 du 19 mai 2016 est abrogé et remplacé par l'annexe I du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 :**

L'annexe 3 intitulée « Plan de remise en état » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°65-2016-02-10-005 du 19 mai 2016 est abrogé et remplacé par l'annexe II du présent arrêté.

### **ARTICLE 3 :**

L'article 34 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°65-2016-02-10-005 du 19 mai 2016 est abrogé et remplacé par :

« Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement, tel que défini à l'article 24 ci-dessus, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal nécessaire pour effectuer le réaménagement du site.

La valeur de l'indice TP01 retenue pour le calcul est de : 616.5 (mai 2009) et avec une TVA de 20 %.

Ce montant est fixé à :

- 1<sup>ère</sup> phase (2016 - 2021) : 60 100 euros TTC
- 2<sup>ème</sup> phase (2021 - 2026) : 53 800 euros TTC
- 3<sup>ème</sup> phase (2026 - 2031) : 52 700 euros TTC

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée ci-dessus et tenant compte des évolutions de l'indice TP01 par rapport à sa valeur de référence. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et le service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement peut en demander communication lors de toute visite.

L'exploitant transmet au Préfet, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, une actualisation de ses garanties financières conforme aux dispositions ci-dessus. »

#### **ARTICLE 4 :**

L'article « 24.4.4 – Protection du milieu » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°65-2016-02-10-005 du 19 mai 2016 et particulièrement le paragraphe intitulé « Suivi géotechnique » est amendé comme suit :

« Lorsque nécessaire, il sera privilégié une évaluation de la stabilité à l'aide d'une méthode propre à l'ingénierie des roches ».

#### **ARTICLE 5 : Délais et voies de recours**

*Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.*

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de PAU :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

*Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.*

#### **ARTICLE 6 : Publicité**

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie d'ILHET pour y être consultée par tout intéressé.

Une copie du présent arrêté ou un extrait, sera affiché dans ces mêmes mairies pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le soin du maire concerné.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée minimale d'un mois.

#### **ARTICLE 7 : Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture des Hautes-Pyrénées,  
Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,  
Le Maire d'ILHET,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hautes-Pyrénées et dont copie sera adressée :

- pour notification à la société CARRIERES PLO ;
- pour information à la Sous-Préfète de BAGNERES-de-BIGORRE.

TARBES, le 18 OCT 2018

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général,



Samuel BOUJU

# ANNEXE I à l'arrêté préfectoral complémentaire du .1.8..OCT 2018

## Plan de phasage de l'exploitation Phase 1

PHASE 1 - T + 5 ans

1/1000

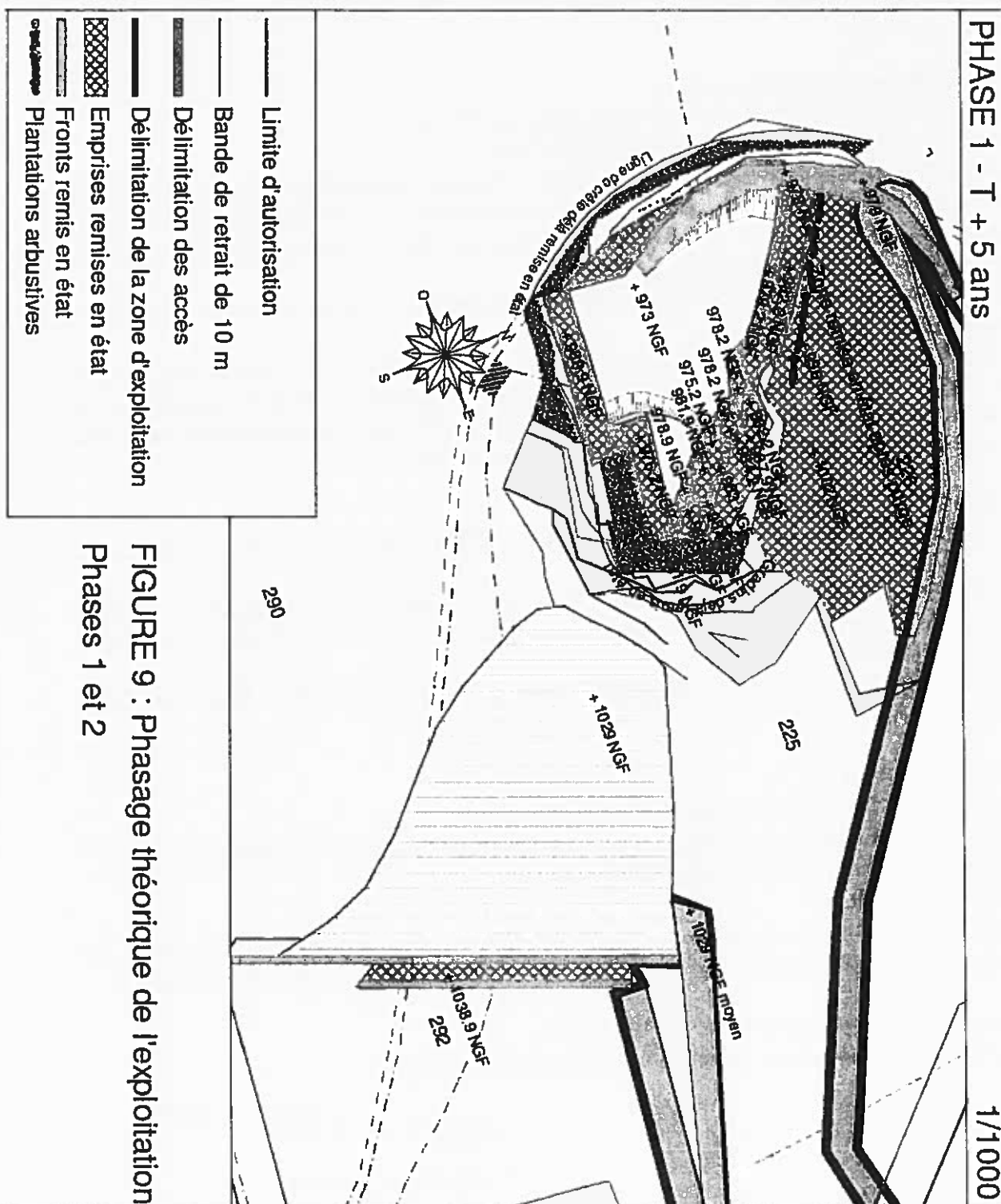
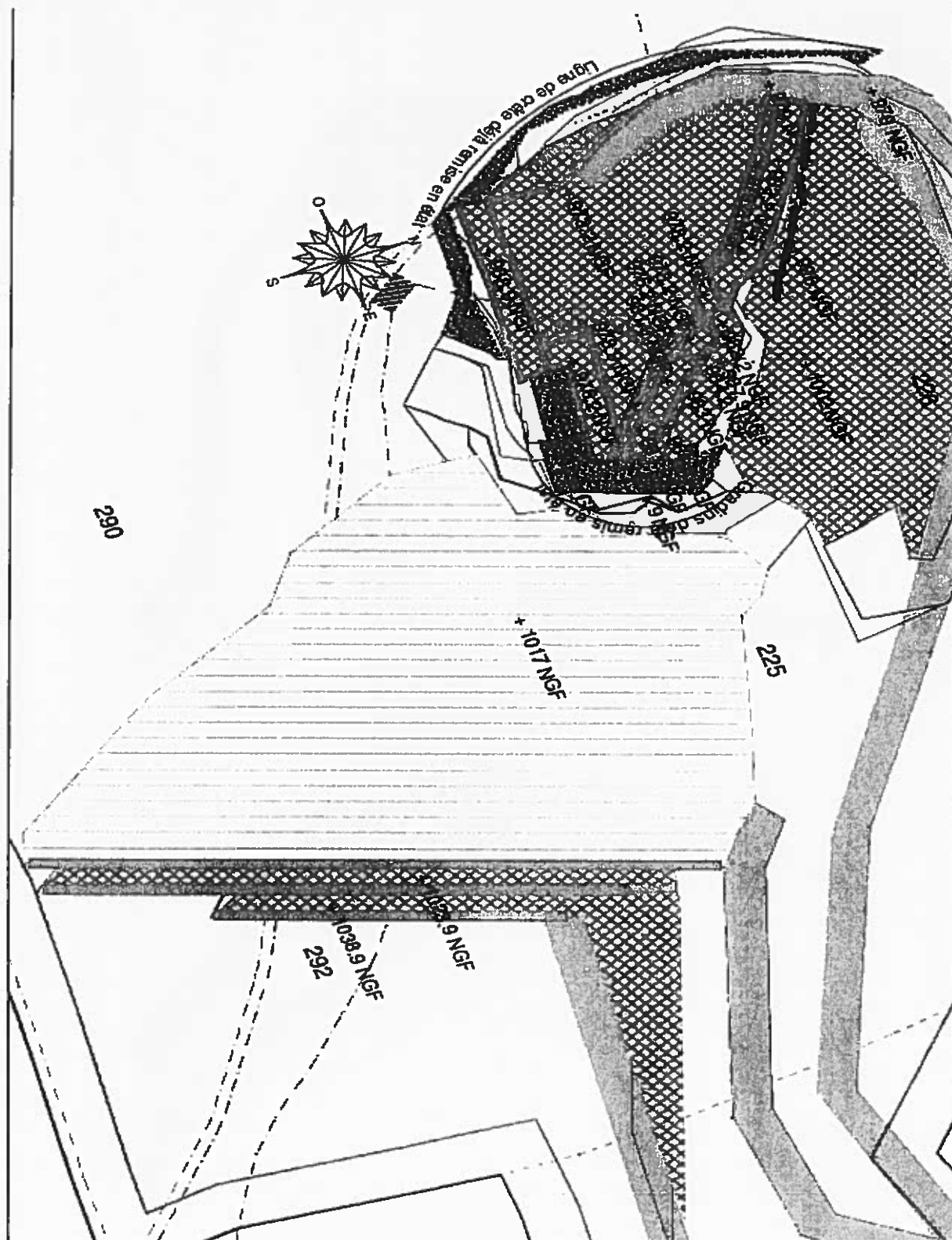


FIGURE 9 : Phasage théorique de l'exploitation  
Phases 1 et 2

Plan de phasage de l'exploitation  
Phase 2

PHASE 2 - T + 10 ans

1/1000



Plan de phasage de l'exploitation  
Phase 3

PHASE 3 - T +15 ans

1/1500

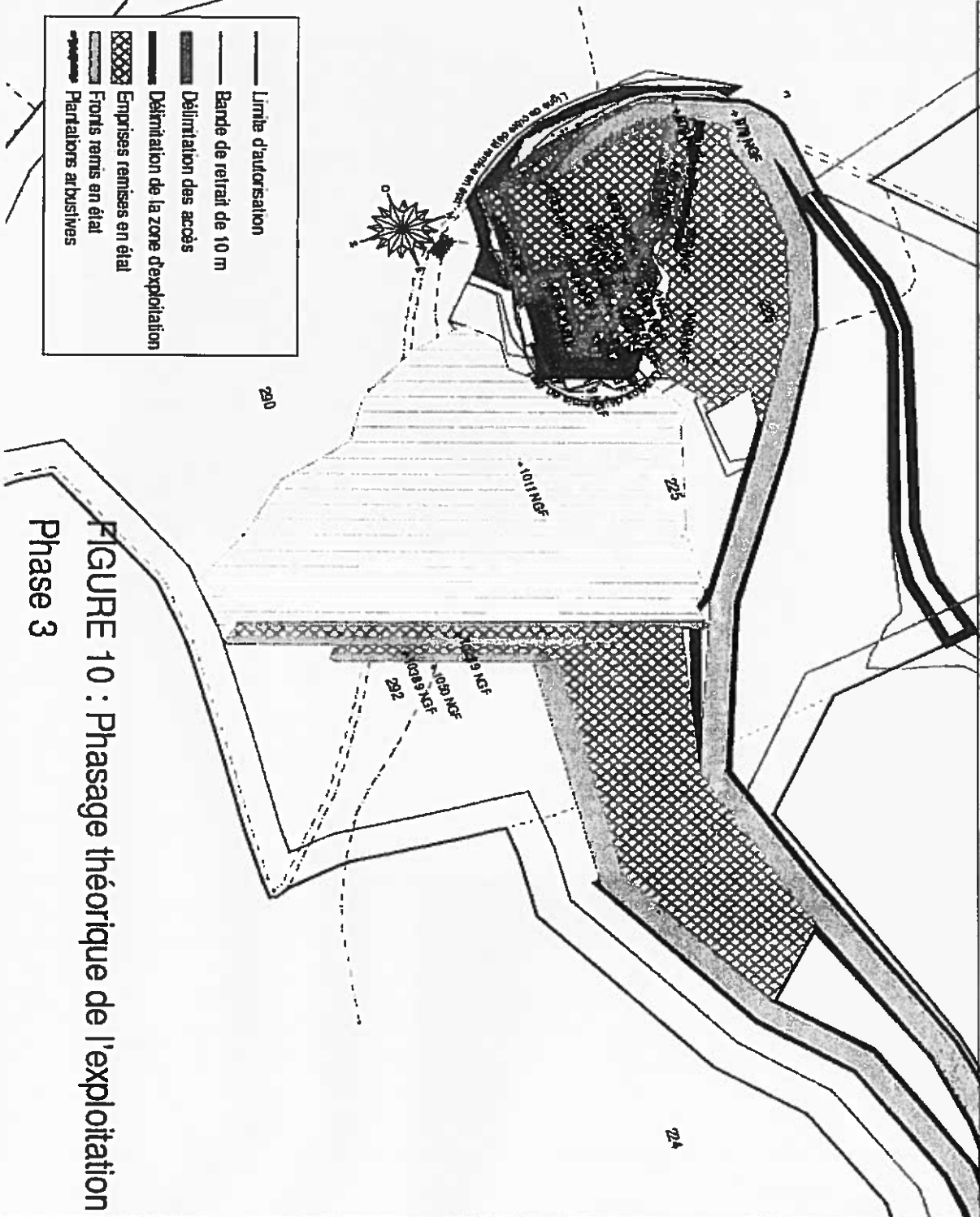


FIGURE 10 : Phasage théorique de l'exploitation  
Phase 3

### Plan de remise en état

**FIG 11 - Plan de principe de l'état final modifié**

227



